

Daniel Bensaïd

Espagne

Ni Franco, ni rey !

Il y a déjà belle lurette que le dignitaire franquiste Serrano Suner confiait à Mussolini : « Ce qui me préoccupe dans les régimes fascistes, c'est le problème de la succession. » À quoi le « Duce » répondait : « Si le système est vraiment fort c'est lui qui engendre le successeur. »

Ni Hitler, ni Mussolini n'ont eu le temps de se poser pratiquement le problème.

Pour le régime franquiste, l'heure est venue.

Franco a désigné son successeur depuis 1969. Juan Carlos a assuré durant l'été 1974, au moment de la première grande alerte concernant la santé du caudillo, un bref intérim. Mais, aujourd'hui, Franco mourant refuse obstinément de passer la main. De toute évidence, le successeur désigné ne fait pas le poids ; il est exactement à la mesure du régime décomposé.

En l'affichant à ses côtés, lors de la dernière grande manifestation franquiste sur la place d'Orient, au lendemain des cinq exécutions, Franco a délibérément compromis Juan Carlos en l'associant aux crimes les plus odieux d'une longue dictature.

Ceux qui espéraient hier pouvoir composer avec lui pour assurer une transition pacifique vers l'après-franquisme sont désormais obligés de lui tourner le dos.

Un dirigeant du Parti socialiste espagnol déclarait récemment dans une interview au *Nouvel-Observateur* : « Juan Carlos a pu passer un moment pour celui qui assurerait la transition démocratique. Il y a longtemps que ces illusions se sont envolées. On ne peut même pas dire qu'il est un otage du franquisme. En

fait, sa personnalité se confond désormais avec celle du régime décadent. L'avenir de l'Espagne ce n'est pas Juan Carlos. »

Après les dernières exécutions, Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste, concluait : « Le processus de démocratisation de l'Espagne se fera en dehors de Juan Carlos, sinon contre lui. »

Plus récemment, enfin, le capitaine Dominguez, membre de l'Union militaire démocratique, réfugié en France, confiait à l'hebdomadaire portugais *Expresso* : « En ce qui concerne le prince Juan Carlos, nous pensons que, dans les conditions actuelles, il fait partie intégrante du régime franquiste. Autrement dit, il n'est pas question pour nous de l'appuyer tant qu'il n'aura pas été élu démocratiquement. »

La mort du caudillo est un fait biologiquement inéluctable, quel que soit le sursis dont il peut encore bénéficier.

Et ce fait revêt une double signification. Pour tous ceux qui l'attendent depuis de longues années, qui espèrent la fin d'un long exil, il sera accueilli avec une profonde jubilation, même s'ils auraient préféré que le caudillo survive à son régime pour en voir l'écrasement et subir le châtement.

Mais si toutes les capitales sont aussi attentivement suspendues à la santé d'un vieillard à l'agonie, c'est aussi que sa mort prendra un sens directement politique. Si Franco refuse encore de s'effacer, ce n'est pas par entêtement. C'est qu'il représente toujours, bien que sénile, impotent, presque gâteux, la clef de voûte d'un système. Il l'a réaffirmé avec ses dernières énergies en arrachant le verdict de mort contre les cinq suppliciés du mois dernier, et en présentant comme unanime cette décision du conseil des ministres, afin de compromettre l'ensemble du personnel politique en place et de l'attacher au sort de la dictature telle qu'il la conçoit.

Il n'y aura plus de franquisme sans Franco. Et les voies de la transition démocratique, déjà plus qu'étroites paraissent définitivement barées par les exécutions de septembre.

C'est bien ce qui fait trembler la bourgeoisie américaine et européenne, au moment où la révolution portugaise éperonne l'ensemble de la péninsule.

La marche sur Hendaye du 1^{er} novembre s'inscrit dans ce contexte. Il ne s'agit plus seulement d'une marche contre la répression franquiste mais du siège du bunker qui a commencé. Et qui ne s'achèvera que par le renversement révolutionnaire de la dictature sous les coups des travailleurs d'Espagne, de Catalogne, d'Euskadi, soutenu par tous les frères prolétaires d'Europe.

La réconciliation impossible

Pour permettre le passage pacifique à l'après-franquisme, il faudrait effacer les traces, et jusqu'au souvenir d'une guerre civile qui n'a jamais véritablement pris fin...

« J'ai toujours pensé et dit qu'il n'y aurait pas transition mais rupture », prophétisait Carrillo le 6 octobre dernier. Le monarchiste Calvo Serrer, son comparse au sein de la junte démocratique, lançait, par le biais d'une tribune libre au *Monde* (23 octobre 1975) un avertissement au dernier carré du régime : « Si le prince Juan Carlos et les franquistes qui l'appuient n'entendent pas ce dernier appel à la raison, les désordres, l'effusion de sang sont probables. Avec leurs collaborateurs – économiques, militaires, journalistes, judiciaires, intellectuels et ecclésiastiques – ils en porteront l'entière responsabilité. »

Au moment où le caudillo approche de sa fin, aucune relève n'est réellement prête. Ses dernières initiatives (lois d'exception, exécutions) ont au contraire compromis toute tentative de transition pacifique et accentué les antagonismes de classe.

Aussi, dans une interview au *Nouvel Observateur*, Carrillo n'envisage-t-il pas moins de quatre hypothèses pour l'après franquisme, en prenant soin d'ajouter qu'il y en a peut-être d'autres.

La première, c'est celle qu'il appelle de tous ses vœux : « L'unification de toutes les forces antifranquistes de gauche et de droite (!) et l'intervention de l'armée pour imposer la volonté du peuple. » Faire imposer la volonté du peuple par l'armée de la dictature, voilà qui constitue un pari plus que risqué. Mais passons sur ce genre de formule dont Carrillo est coutumier.

La seconde, c'est celle d'un putsch préventif des pouvoirs par Franco lui-même. Ce qui n'est guère probable.

Enfin, « si la répression continue, il peut y avoir un soulèvement des forces démocratiques appuyées par de jeunes officiers de l'armée, et dans ce cas les communistes espagnols prendront les armes ». Passons encore sur cette curieuse conception du parti d'avant-garde qui prendrait les armes une fois que les masses seraient passées d'elles-mêmes à l'action.

Ce qui nous intéresse pour l'heure, c'est l'embarras de Carrillo face à une situation qui affaiblit le crédit des perspectives réformistes et met les affrontements de classe à l'ordre du jour avec une telle acuité, que même un PC parmi les plus réformistes d'Europe, en est amené à évoquer l'éventualité de l'insurrection armée.

Si le dirigeant du PCE se montre aussi circonspect, c'est que les événements des der-

nières semaines ont porté de rudes coups à la perspective de la junte démocratique.

Créée à la hâte, durant l'été 1974, alors que la fin du dictateur paraissait déjà imminente, la junte, regroupant principalement le PC et les monarchistes d'opposition, se situait pour l'essentiel dans une perspective de « réconciliation nationale » et de continuité au niveau de l'appareil d'État. Son document programmatique, opposant la non-continuité du régime à la continuité nécessaire de l'État soulignait même : « La société espagnole veut que tout change pour que soit assurée sans soubresauts ni convulsions, la fonction nationale de l'État. » Bref, que tout change pour que tout reste comme avant.

« Deux parties du peuple espagnol... »

Les douze points du programme faisaient en conséquence une large part au maintien et à la sauvegarde de l'appareil d'État hérité du franquisme, comme si le dictateur n'en constituait qu'une malencontreuse excroissance. On y réclamait « l'amnistie absolue de tous les responsables pour faits de nature politique... » Aujourd'hui, Carrillo doit admettre que ceux « qui ont approuvé les exécutions – Franco, Arias Navarro, Juan Carlos – paieront très cher leurs crimes ». Et les 200 000 de la place d'Orient, et les policiers qui ont ouvert le feu sur les manifestants de Zarauz. n'ont-ils pas approuvé aussi les exécutions ? Et dans ce cas, où s'arrêtera cette amnistie « absolue » qui devait sceller la réconciliation nationale ! Le Parti communiste espagnol, en parlant de réconciliation nationale, veut passer l'éponge sur quarante ans d'histoire douloureuse, l'arracher de la mémoire des prolétaires. La plate-forme de la junte parle de la guerre civile comme de « la victoire d'une partie du peuple espagnol sur une autre », gommant son caractère de classe,

déplorant comme les réactionnaires de toujours la tragédie d'une lutte fratricide.

On frémit à l'idée que, dans quelques années, le parti de Corvalan puisse parler du coup d'État de Pinochet comme de la victoire d'une partie du peuple sur une autre, sans plus de précisions.

Mais la guerre civile ne se laisse pas facilement oublier. Obstinement, elle traverse l'histoire, et les générations et se rappelle à nous. À vrai dire, elle n'a jamais cessé tout à fait. Franco, lui, le savait en exigeant cinq nouveaux châtiments exemplaires, le mois dernier. Parler de réconciliation dans ces conditions, c'est capituler sans combat ; pire encore, c'est désarmer les travailleurs face à l'ennemi.

La junte démocratique préconise également : la « légalisation sans exclusive des partis », ce qui offre des garanties aux secteurs ouvertement franquistes ; « l'indépendance et l'unité juridique de la fonction judiciaire », ce qui assure le maintien du code pénal franquiste ; « le respect des accords internationaux », ce qui signifie le maintien des bases américaines en Espagne.

La voie de la transition pacifique est si étroite qu'il y a un an déjà, elle supposait une limitation préventive des droits démocratiques de la classe ouvrière. Le droit de manifestation était réservé aux « manifestations pacifiques ». Aujourd'hui, même s'il veut en limiter l'éventualité, Carrillo n'écarte pas l'hypothèse d'un soulèvement armé.

La plate-forme de la junte, dans son souci d'assurer la continuité de l'État, ne reconnaît « la personnalité » des peuples basque, catalan, galicien, que dans le cadre de « l'unité de l'État espagnol », ce qui exclut toute forme d'autodétermination.

Enfin, la plate-forme ne comporte aucune revendication touchant aux conditions de vie

de la classe ouvrière (salaires, emploi), aucun mot touchant aux conditions de vie des soldats.

En un mot, confrontée aux luttes et aux épreuves de l'année écoulée, la plate-forme de la junte démocratique se révèle impuissante et sans utilité dès qu'il s'agit de conduire des luttes concrètes : préparant la réconciliation, elle ne permet pas davantage de défendre la classe ouvrière contre les effets de la crise et les attaques patronales.

Quand Carrillo devient putschiste...

Ce que veut, ce qu'espère Carrillo, c'est donc « l'unification de toutes les forces antifranquistes, de gauche et de droite » et « l'intervention de l'armée pour imposer la volonté du peuple ». Il faut revoir à la lumière des récents événements la signification de ce scénario.

1. L'unification de toutes les forces antifranquistes. Sur ce point, au bout d'un an, le bilan est des plus maigres. Loin d'avoir pu élargir la junte démocratique à d'autres composantes, le PCE a vu se constituer une coalition rivale, la convergence démocratique, composée du Parti socialiste, de la Démocratie chrétienne, du Parti nationaliste basque (PNV) et de deux groupes importants de l'extrême gauche (MCE et ORT).

Certes, le durcissement récent du régime a accentué la polarisation sociale et politique du pays, permettant que s'ouvre le dialogue entre la junte et la convergence.

Mais l'existence de deux pôles réformistes correspond à des raisons plus profondes qu'à de simples divergences tactiques. Peu avant l'été, le ministre Carro déclarait que la « social-démocratie allemande constitue le modèle idéal pour le développement politique espagnol ». À première vue, on croirait à une énormité, car on imagine mal la social-démocratie

allemande, viable dans un pays où la classe ouvrière ne s'est toujours pas remise de la saignée qu'elle a subi, transplantée dans un pays où la lutte des classes est des plus intenses en Europe. Mais c'est de tout autre chose qu'il s'agit en vérité. La bourgeoisie espagnole a été mal préparée par près d'un demi-siècle de tutelle dictatoriale à manœuvrer la classe ouvrière sur le terrain parlementaire. Sa fraction la plus éclairée a néanmoins compris le danger qu'elle courrait si elle se retrouvait au lendemain de la chute de la dictature face à un Parti communiste puissant, prestigieux, et seul implanté dans le mouvement ouvrier avec les organisations d'extrême gauche.

Il s'agit donc de mettre en selle un Parti social-démocrate prêt à jouer son rôle, de rôder les pièces du jeu politique qui va se mettre en branle autour de la succession. On voit ainsi se dessiner peu à peu l'éventail politique. Les grands courants émerger de l'ombre. Entre l'aile moderniste du régime, qui prône autour de Fraga Iribarne « la réforme constitutionnelle », et la junte démocratique qui annonce la « rupture démocratique », la bourgeoisie espagnole veut laisser à un Parti social-démocrate le temps d'affirmer son identité et de prendre forme.

Le Parti socialiste (PSOE) a d'abord invoqué la précipitation de l'opération et le refus d'un pacte avec des réactionnaires de l'acabit de Calvo Serrer, pour rester à l'écart de la junte. Mais le fond de cette intransigeance tactique est apparu au grand jour lors de la création de la convergence, lorsque le PSOE a commencé à se vanter d'avoir pu entraîner des fractions beaucoup plus représentatives de la bourgeoisie que celles gagnées par le PPC à la junte.

Le fait est que, sur ce terrain, le Parti socialiste a l'avantage, surtout à la lumière de l'ex-

périence portugaise ; et même si le parti de Carrillo s'efforce de prendre les devants et de donner le maximum de garanties à sa propre bourgeoisie en soutenant davantage le Parti socialiste espagnol, l'émergence et le développement éventuel de la social-démocratie permet d'envisager une alliance entre la convergence et les libéraux de l'actuel régime, et une réduction par contrecoup du poids d'un PC qui, quelles que soient ses protestations de bonne conduite, reste aux yeux de la classe dominante un parti communiste capable de resserrer à l'occasion ses liens avec l'URSS.

L'aspect le plus misérable de l'affaire réside peut-être dans le fait que deux organisations d'extrême gauche, qui ont joué un rôle indéniabla dans les mobilisations, particulièrement en Euskadi, se soient associées à cette opération, alors que la convergence, pacte de collaboration de classe par excellence, ne s'est même pas donné de programme ni de plate-forme. Cette absence révèle bien sûr le caractère tactique et hétérogène de l'alliance. Mais lorsqu'un pacte se justifie davantage par le fait même de s'unir que par ce sur quoi on s'unit, sa fonction ressort avec plus d'évidence encore : pour réaliser la réconciliation nationale dans la collaboration avec les rescapés du franquisme, la social-démocratie est d'ores et déjà mieux partie que le PCE même lorsque ce dernier tend la main aux « antifranquistes de droite ».

2. L'instance mise par Carrillo sur l'intervention de l'armée pour imposer la volonté du peuple, peut surprendre. En fait, elle est hautement révélatrice. Moins que jamais, Carrillo ne peut croire à un renoncement pur et simple du bunker et à une reddition pacifique. Il sait parfaitement que ce régime ne tombera pas de lui-même, comme un fruit mûr et qu'il faut

dra le jeter à terre, briser l'ossature que constitue le vieil appareil phalangiste et clérical. Mais pour s'acquitter de cette besogne, Carrillo répugne à « s'appuyer sur la mobilisation de masse, à généraliser et centraliser les mouvements de grève comme ceux d'Euskadi. Au moment des procès, il n'a fait aucun effort en ce sens ; tout au contraire.

C'est qu'il redoute la dynamique révolutionnaire, plus rapide encore qu'au Portugal, qui pourrait naître d'une telle mobilisation, dépassant la simple rupture démocratique et balayant au passage la réconciliation nationale. Pourtant, il faudra bien bousculer le régime chancelant : on retombe inévitablement sur la même impasse ou la même contradiction.

Carrillo s'en tire en devenant putschiste, ni plus ni moins. Les partis de gauche se préparent, créent les conditions préalables, offrent les garanties maximums par l'alliance la plus large avec la bourgeoisie... et les militaires, les jeunes officiers de gauche (bien sûr) n'au-

raient plus qu'à donner le coup de pouce en goupillant un coup d'État sur mesure, prémédité et contrôlé. Voilà à quelles dangereuses absurdités conduit la défiance envers le mouvement des masses.

Le résultat dépend de la manière

En fait, à l'heure où tout le monde spéculé sur la succession, l'héritage et les héritiers, le problème demeure ailleurs. Il réside moins dans le qui ? que dans le comment ? Dans sa tribune du *Monde*, Calvo Serrer insiste : « Oublions Franco. Dans la situation actuelle, les responsabilités incombent aux franquistes. En premier Juan Carlos ». Nous répondons : n'oublions ni Franco, ni Juan Carlos, ni les franquistes, ni leurs crimes, mais Franco doit mourir et son régime doit tomber.

L'important c'est de savoir comment il tombera. Le résultat dépend avant tout de la manière. Pactiser avec la bourgeoisie, lui offrir la réconciliation nationale, c'est lui laisser les

mains libres et lui abandonner l'initiative. Encourager un coup d'État militaire de gauche, c'est encore une fois subordonner l'action émancipatrice des masses à une conspiration qui ménage les atouts de la bourgeoisie.

Pour en finir avec le régime, c'est le prolétariat d'Euskadi qui a héroïquement montré le chemin, celui de l'action directe, de la grève générale. Et les instruments : le front soudé, uni des organisations ouvrières sur des objectifs revendicatifs et anti-répressifs que ni la junte ni la convergence démocratique n'avaient inscrit à leurs programmes.

Que la lutte pour le renversement de la dictature s'instruise à cette école, et il ne restera pas grand-chose, non seulement de Franco et de Juan Carlos, mais encore des petites combines des Fraga, des Ruiz Gimenez, des Calvo Serrer et compagnie. Pas grand-chose des petites manœuvres réformistes.

Rouge, 22 octobre 1975